

## FRANCE MONDE

Le chiffre

**1** millier d'intoxications aux champignons sont à déplorer chaque année en France. Elles peuvent conduire parfois au décès.



La phrase

**Il y a « un enjeu politique. Le chiffre qui est compté sur le terrain par les policiers n'est pas toujours celui communiqué »** par la préfète ou le ministre de l'Intérieur.

Le secrétaire du syndicat Unité police SGP-FO

Aujourd'hui

**30<sup>e</sup> anniversaire de l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic à Paris**

Cérémonie de commémoration organisée par le Conseil représentatif des institutions juives.



à retenir aussi

Mattel

**Des jouets Fisher-Price rappelés**

Le fabricant américain de jouets Mattel, qui a rappelé jeudi plus de dix millions d'articles Fisher-Price aux États-Unis et au Canada, a précisé hier le signalement de plusieurs jouets en France qu'il demande de « ne plus utiliser ». Quelque 20.700 produits sont concernés. Il s'agit des tricycles Fisher-Price (Réf 72.639 et 77.792), de la chaise haute Link-a-doo (Réf G5919) et la chaise haute Close to me (Réf J7742), du Ballon Parc (Réf 73.408), de Tunello/Glisse (Réf B2408), des Muro Jeux (Réf H5704), du Tapis Maison Gym Aquarium (Réf H8094), de Bat and Score Goal (Réf K0476) et de Fisher-Price Little people grande ville wheelies (Réf T5095). Par « mesure de précaution », le groupe demande de « ne plus utiliser les produits concernés et de contacter Mattel France » au 0805.800.248. Les informations sur les produits concernés sont sur le site [www.allomattel.com](http://www.allomattel.com).

Santé

**Bachelot répond aux infirmiers anesthésistes**

La ministre de la Santé Roselyne Bachelot a assuré hier avoir « écouté et entendu » les infirmiers anesthésistes en colère, ajoutant avoir déjà « apporté des garanties » pour



■ Infirmiers en colère. Photo AFP

répondre à leurs revendications. Au lendemain d'une nouvelle manifestation des infirmiers anesthésistes à Paris, la ministre a détaillé « les engagements » du gouvernement. Elle a ainsi indiqué que sur la reconnaissance de « l'exclusivité de leur diplôme », elle avait apporté des « garanties formelles » par un courrier du 4 juillet. Au sujet de la reconnaissance au niveau master (bac+5) de leur formation, elle a affirmé avoir pris « à la fois des engagements écrits » et que cette question sera « finalisée à la fin de l'année 2010 ». Enfin, elle a annoncé une discussion sur « une prime spécifique » aux infirmiers anesthésistes.

Madoff

**Comment Maistre a perdu 22 millions de Bettencourt**

Le gestionnaire de la fortune de la milliardaire Lilliane Bettencourt, Patrice de Maistre, affirme avoir rencontré deux fois le financier américain Bernard Madoff, dans un entretien au JDD. Entendu comme témoin par le juge d'instruction Renaud van Ruymbeke, qui s'intéresse aux liens présumés de l'un des principaux protagonistes de l'affaire Bettencourt avec le financier américain, il déclare : « Les deux fois, je l'ai vu à New York, dans ses bureaux, environ une heure, comme je voyais d'ailleurs à Manhattan une dizaine de personnes qui géraient des fonds de Lilliane Bettencourt », explique-t-il. « Je ne me suis évidemment douté de rien. Ses placements avaient l'air sensés et réguliers », assure-t-il, précisant que s'il « avait eu le moindre doute, j'aurais immédiatement retiré l'argent de Mme Bettencourt ». Il précise que l'héritière du fondateur du groupe L'Oréal « a perdu les 22 millions » d'euros « placés dans Luxalpa ».

## La manif des gens tranquilles

**Pas toujours de conscience syndicale mais toujours le sentiment d'injustice**

Juché sur son vélo place de la Bastille, Alain contemple le cortège s'égrenant boulevard Beaumarchais en direction de la rue du faubourg Saint-Antoine. Cet infirmier des Hôpitaux de Paris est formel : « Il y a plus de monde que l'autre jeudi, mais surtout, c'est pas les mêmes, l'autre jour, c'était plutôt comme moi, poivre et sel, aujourd'hui, je remarque pas mal d'étudiants et de jeunes couples, des familles avec leurs moutons, vraiment des nouveaux, des retraités aussi, c'est vraiment trans-générationnel, en plus des troupes habituelles

». Alain s'y connaît en manif. Cet ex-militant CGT « mais toujours sympathisant », s'était éloigné du combat syndical. Mais la réforme de la retraite l'a remobilisé : « Depuis quelque temps, je suis très motivé, depuis le printemps, j'ai fait grève à chaque appel, je vois que tous les acquis depuis la Libération sont en train d'être détricotés. Moi-même, à 59 ans, je sens que je vais être obligé de faire quelques années de rab, et que dire de mes enfants, encore étudiant. Je suis venu manifester pour le principe, c'est un devoir républicain ».

« Je suis venue manifester pour mon père, il a 58 ans, il est ouvrier, les genoux usés, cette réforme ne prend pas assez en compte la pénibilité », confie Fanny 20ans, étudiante en école de commerce, et probable futu-

re « contrôleuse de gestion ». Son enfance a été bercée par le syndicalisme : « Mon père est un militant FO de longue date, j'espère que les syndicats resteront unis pour défendre des conditions correctes ».

Camille et Patrick ne se sont pas retrouvés dans le cortège par conscience syndicale. C'est même « une première ». Un couple à peine trentenaire. Lui est fonctionnaire, elle termine un doctorat sur la littérature féminine. « Cette réforme est injuste, elle nous pénalise, car à quel âge va-t-on pouvoir prendre notre retraite, nous les jeunes ? »

**Important « de montrer qu'on n'est pas d'accord »**

Le week-end, on a le temps, c'était le bon moment de manifester notre mécontentement ». « J'ai peu d'espoir que nous soyons entendus », lâche Camille, « mais il est néanmoins important pour l'avenir de montrer qu'on n'est pas d'accord ».

Les manifestants du samedi marchent d'un pas tranquille, presque nonchalant, souriant aux initiatives humoristiques, comme celle de la toute jeune association « Osez le féminisme » : une dizaine de jeunes filles arborent une pancarte sur laquelle le slogan « la retraite à 60 ans, je le veux bien », est aussi déclinée en anglais « because I 'm woerth ».

Féministe, cette « petite » retraitée



■ Troisième journée de mobilisation. Photopqr / Le Parisien/Olivier LEJEUNE

de Clichy venue par « devoir » envers ses filles ? « Je suis rien du tout, c'est la première fois que je descends dans la rue. J'ai deux filles, l'une employée de bureau, l'autre au chômage. L'une d'elle m'a demandé l'autre jour au téléphone si j'allais manifester, elle m'a pas obligée, mais je me suis dit qu'il fallait que je fasse ça pour elles ». « Pour elles ». C'est ainsi que motive aussi sa participation cette éducatrice du Val de Marne accompagnée de ses deux filles, qui détiennent la pal-

me du plus jeune âge ou presque, 3 ans et 5 ans, très remarquées dans leur ciré jaune, orné d'un autocollant du PS. « On leur a collé gratis, ça ne me dérange pas, je ne suis pas encartée mais je vote socialiste ». Les deux blondinettes n'auront pas encore l'âge de participer aux primaires. Mais à la prochaine manif ? « Peut-être, je ne sais pas ce qu'on va obtenir... Je suis assez défaitiste », confie leur mère.

Philippe RIVET

## Ensemble

SEXAGÉNAIRE plus près des 70 que des 60, il se hisse sur la pointe des pieds tout en essayant de se frayer une petite place sur le bout de trottoir surélevé boulevard Beaumarchais : « T'as vu, ils sont ensemble, Chérèque est là, il est avec Thibault », lance-t-il à sa compagne, ravie.

Comme s'ils étaient devenus les Roux Combaluzier du syndicalisme, les deux leaders, entourés d'un service d'ordre serré et nerveux, redoutant l'intrusion des anars de la CNT, ne se sont pas quittés d'une semelle. Chérèque qui avait plaidé pour la manif de week-end, tenait la vedette. Thibault veillait d'un œil à ne pas passer à la trappe. Mais les deux sont passés sans un geste de trop devant le podium PS installé devant le Cirque d'Hiver, ou devant le facteur du NPA, l'ignorant aussi superbement que Lutte ouvrière.

A la manœuvre, la CGT reste la

reine. Occupant le terrain dès 13 h pour organiser ses délégations vers Nation, via la Bastille, et par le Boulevard Voltaire, itinéraire « de délestage, plus court mais plus large », selon un membre de son service d'ordre. Les fourgons et autres utilitaires sont déjà en position, dotés de sonos et hérissés de ballons gonflables. La FSU et ses syndicats ne sont pas en reste. Plus modestes, la CFDT en bordure de place, puis FO avec sa délégation « Ile de France » photographiée par des touristes depuis l'imperial d'un bus vantant la « new generation » de Disneyland Paris.

Quand les derniers bataillons cégétistes ont fini de monter le boulevard Voltaire, ils sont arrivés à Nation en même temps que ceux de Sud qui eux, avait emprunté la rue du Faubourg Saint-Antoine. Ensemble, mais séparément.

Ph. R.

## « Autour de 2,9 millions à près de 3 millions »

Les syndicats ont fortement mobilisé hier, sans toutefois faire mieux que la journée d'action précédente. Autour de 2,9 millions de personnes pour la CFDT. Près de 3 millions selon la CGT. Soit sensiblement autant que le 23 septembre. 899.000 manifestants pour le ministère de l'Intérieur. Il en avait recensé 997.000 le 23 septembre.

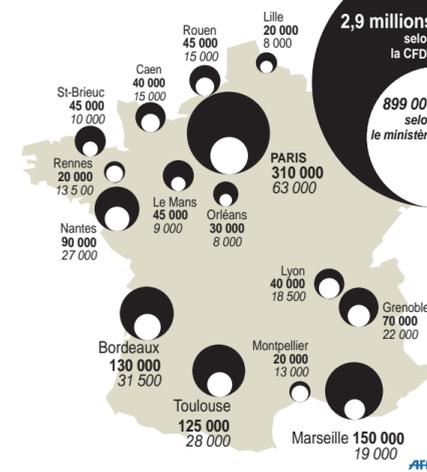
► Luc Chatel, porte-parole du gouvernement, a estimé « qu'il n'y a pas d'amplification du mouvement ». Le secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique, Georges Tron, a, lui, estimé : « On n'a pas une progression de manifestants, on a plutôt une légère inflexion ». Il y a une mobilisation « qui est forte, mais elle est du même ordre », a dit Eric Woerth le ministre du Travail.

► 71% des Français affichent soutien et sympathie pour la 3<sup>e</sup> journée d'action contre le projet de réforme des retraites selon un sondage CSA.

## Mobilisation pour les retraites

Les principales manifestations du samedi 2 octobre

Nombre de manifestants



Economie Points de vue croisés

## Les enjeux de l'explosion de la dette

LE NÉCESSAIRE apurement des comptes va obliger le gouvernement à prendre des mesures drastiques pour réduire les déficits publics (7,7% du PIB) et ralentir l'augmentation de la dette qui, désormais, s'affiche à 82,9% du PIB soit 1.591 milliards d'euros.

D'où le projet de budget d'austérité présenté à jeudi l'Assemblée : gel des dépenses publiques, augmentation des prélèvements obligatoires, rabotage des niches fiscales... Ce régime minceur risque cependant de compromettre la relance dans une économie atone.

Et dans un contexte international marqué par le spectre d'une nouvelle crise.

Pour mieux comprendre les enjeux de l'explosion de la dette, deux économistes nous donnent leur point de vue.

M.G.



Frédéric Fellrath

Professeur de macro économie à l'ISEG de Strasbourg

« L'endettement serait un poids insurmontable si nous étions en perte de compétitivité dans tous les domaines, ce qui est loin d'être le cas »

**La dette publique s'élève à 82,9% du PIB. En quoi est-ce inquiétant ?**

Le risque premier c'est que les marchés perdent confiance. Conséquence directe : il faut emprunter à des taux d'intérêts plus élevés. Cela peut être une source de handicap. Si un pays est désavantagé par la sphère financière, on assistera à une fuite massive des capitaux. D'où la nécessaire politique d'austérité... Forcément cela pose problème sur la politique économique. Parce qu'on doit tenir compte de la façon dont les mesures vont être perçues par les marchés financiers et savoir comment les autres pays vont réagir. Par exemple si un pays mène une politique de relance quand les autres pays mènent une politique d'austérité, le premier sera le grand perdant et sa

politique de relance profitera surtout aux autres. La France peut-elle longtemps continuer à voir sa dette enfler démesurément ?

L'augmentation continue de la dette est facteur d'inquiétude. La dette est un poids qui, avec ses cotisations complémentaires (comme le RDS) peut peser sur la consommation et l'investissement. Mais il faut aussi prendre en compte d'autres paramètres pour juger de la santé d'un pays. La dette du Japon est largement au-dessus de 100% de son PIB et pourtant sa crédibilité n'est pas altérée. Ce qui fait la différence, c'est la confiance des investisseurs. Quels paramètres ? Il faut tenir compte de la balance commerciale et s'intéresser à la croissance. Or, nous sommes sur une croissance molle. Quand il y a une augmentation du

chômage cela veut dire qu'il y aura plus de dépenses sociales qui vont grever les dépenses publiques. Moins d'impôts seront collectés... La France peut-elle être en état de cessation de paiement ?

Non, un Etat ne peut pas être en défaut de paiement. Un seul Etat s'est déclaré en faillite dans toute l'histoire de l'économie, c'est la Russie, au 19<sup>e</sup> siècle. En France, on continue d'avoir un tissu industriel orienté sur l'innovation technologique : le transport (TGV), le nucléaire etc. Nous avons un domaine d'expertise qui montre que l'économie est sur une dynamique. L'endettement représenterait un poids insurmontable si nous étions en perte de compétitivité dans tous les domaines, ce qui est loin d'être le cas.

Propos recueillis par Marcel GAY



Paul Jorion

Docteur en sciences sociales et auteur de deux livres « La crise » et « L'implosion » (Fayard)

« Les gains et les revenus du capital ne sont pas taxés suffisamment »

**En quels termes, selon vous, se pose le problème de la dette publique ?**

A mon avis le problème est mal posé. On calcule la dette et les déficits par rapport au PIB. Pourquoi ne pas faire le calcul par rapport à l'assiette fiscale et comparer le déficit à l'argent qui rentre ? On aurait une autre approche. Qui peut nous aider à payer la dette ? Qui y contribue ? On s'apercevrait alors que les gains et les revenus du capital ne sont pas taxés suffisamment. Que ce sont ceux qui sont dans les positions les plus difficiles en général à qui on s'adresse, par l'imposition. Car ceux qui ont beaucoup d'argent trouvent le moyen de payer moins. Parfois ils ne sont même pas dans le pays ! Concrètement ? Si on envisageait par exemple la question du bouclier fiscal selon cette approche, le problème ne se poserait plus comme un problème de philosophie générale plus ou moins métaphysique comme on le fait maintenant. Autrement dit, prendre

**L'argent à ceux qui en ont ?**

Il y a deux façons de contribuer à combler les déficits : l'un c'est en payant des impôts, l'autre, c'est en avançant de l'argent aux Etats. Mais il y a une différence essentielle : c'est que ceux à qui on demande de l'argent par l'imposition, on ne les remboursera pas. Aux autres, non seulement on les remboursera mais on leur versera des intérêts en plus ! Le spectre de la dette menace-t-il les économistes ? Oui, bien sûr. Quand il y a de la croissance, il y a d'avantage de richesses et donc d'impôts payés. On peut sortir plus facilement de la crise. Mais si l'on diminue le pouvoir d'achat des gens, ils dépenseront moins et la relance sera plus difficile. On est dans une spirale infernale. Réclamer d'avantage d'argent aux citoyens c'est les empêcher d'aider à ce que le problème soit résolu. Comment en est-on arrivé là ? Le problème n'a commencé à se poser que parce que les Etats ont

dépensé des fortunes pour aider le secteur bancaire à sortir de la crise. Il y avait d'autres possibilités : comme une nationalisation provisoire ou définitive comme l'a fait l'Angleterre, comme on commence à le faire en Irlande. Il y avait des restructurations ou des étalements de la dette permettant de mettre à contribution tous ceux qui sont responsables de la crise. Il n'est pas normal que ceux qui sont les premiers responsables de la crise soient aussi ceux qui sont protégés de ses effets. Les Etats sont-ils trop dépendants des marchés financiers ?

Les Etats ont besoin d'emprunter. Or, les capitaux proviennent du marché financier. Il existe un rapport de force entre les banques et les politiques. Mais la donne est peut-être en train de changer. On verra, début novembre au G20 à Séoul, si les politiques tiennent un discours un peu plus musclé par rapport aux banques.

Propos recueillis par M.G.